

Aminata D. Traoré

Par Violaine de Marsangry

Ancienne ministre de la culture du Mali, elle est aujourd'hui engagée dans le mouvement altermondialiste. Son discours dérangeait. Elle a souvent eu du mal à se faire entendre surtout au Mali. Mais les constats qu'elle établissait quant au fardeau de la dette et les conséquences des programmes d'ajustement n'échappent plus à personne dans son pays où le forum social mondial polycentrique vient de se dérouler du 19 au 23 janvier 2006.

En 2003, selon l'OMC le commerce mondial a enregistré une croissance de 7%. L'Afrique en a-t-elle profité ?

Je n'attache pas d'importance à ce commerce là en raison de la manière dont il a fonctionné jusqu'ici. Je suis plus préoccupée par la capacité des pays africains à se construire une autre conception de l'économie et de nos relations aux pays riches. Ces critères d'évaluation m'importent peu. Ce qui m'intéresse est de savoir dans quelle mesure nous sommes capables d'évaluer nos propres progrès en termes de stratégies de sortie de crise. Nous ne nous en sortirons pas si le tout à l'export continue à être le seul critère d'évaluation.

Quelle est cette autre conception du commerce pour l'Afrique ?

Le commerce tel qu'il est aujourd'hui ne nous a pas réussit : Celui de l'exportation des matières premières dont les prix ne sont pas décidés par les producteurs et dont les produits sont vendus sur des marchés où les Etats subventionnent leur propre agriculture. Nous sommes appelés à absorber les surplus du Nord, les déchets même, alors que l'agriculture vivrière, l'emploi, l'éducation, la santé, toutes les activités humaines qui sont sensées permettre aux gens de vivre dignement ici ne font l'objet d'aucune attention. On a remué ces questions dans tous les sens, les solutions ne sont pas en face des problèmes.

Les orientations économiques et politiques devraient permettre aux pays pauvres de vivre de leur agriculture et de leur travail. Or ce n'est pas le cas : aujourd'hui les priorités pour l'Afrique s'inscrivent dans ce qu'ils appellent « les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté » qui sont en réalité les programmes d'ajustements structurels sous un niveau visage.

Ces nouvelles orientations, les attendez-vous des pays du Nord ou également des dirigeants africains ?

J'attends des pays du Nord davantage de respect pour les peuples du Sud et davantage de cohérence. Nos pays sont dépendants aux niveaux technologique et financier (80% du budget de fonctionnement du Mali dépend de la France). L'essentiel ne se décide pas ici. Le débat sur le fardeau de la dette et sur les conséquences désastreuses des politiques d'ajustements structurels vient seulement de s'amorcer avec force dans certains pays et timidité dans d'autres.

Les gouvernants demeurent dans tous les cas prudents dans la critique des ravages du système.

Faire de la politique ici c'est un choix : soit vous défiez le système mais sans moyens car vous serez sevré de capitaux, soit vous acceptez d'être un relais. Je ne vois aucun pays africain qui ose lever le ton auprès des institutions internationales ni des pays créanciers. Vous pouvez être le pire des dictateurs mais si vous montrez patte blanche en matière d'ouverture aux instructions bien et

services de l'Occident, il vous épargne. En revanche, vous êtes à abattre, si vous êtes soucieux de la souveraineté nationale et des véritables intérêts des paysans des travailleurs, des femmes et des jeunes. Je ne dédouane pas pour autant les dirigeants africains dont la plupart sont acquis au néolibéralisme et en tirent profit. Je m'efforce de souligner l'obligation pour ces peuples d'Afrique de se battre à l'intérieur de leurs frontières et à l'extérieur contre les maîtres à penser de leurs dirigeants.

En sachant séduire Washington et Bruxelles, ces derniers savent qu'ils bénéficieront des ressources dont ils ont besoin pour se maintenir au pouvoir.

Concrètement ?

Prenons l'exemple du coton dont le commerce est scandaleux. Voici une vraie question qui met à nu le double langage et le double jeu des pays riches et industrialisés. Pendant 40 ans la France a exhorté ses anciennes colonies de la région à en produire. Elle a joué la carte du partenariat avec ces Etats qui ont alors consacré l'essentiel de leurs efforts de développement de l'agriculture à la production et à l'exportation du coton sans grande possibilité de transformation au niveau local. En dépit de son sous équipement et de sa faiblesse technologique, le Mali avait réussi avec 600 000 tonnes de coton par an à se hisser au rang du premier producteur africain que le Burkina Faso occupe actuellement. Localement, certes, le secteur n'a pas été bien géré mais surtout, le prix du coton sur le marché mondial baisse au fur et à mesure que la production cotonnière grimpe. Face à cette situation nos « partenaires » en l'occurrence la Banque Mondiale forcent à privatiser après avoir poussé l'Etat à se désengager de la plupart des activités dont les services que la société cotonnière assurait aux paysans, en l'occurrence les femmes.

Quelles solutions envisagez-vous ?

Nous avons tout à gagner dans la réarticulation de la culture et de l'économie. Dans le secteur du coton nous devons permettre aux milliers de tisserands maliens de transformer localement une partie de notre coton, de changer les attitudes et le regard des consommateurs sur ce coton pour relancer l'emploi, redynamiser le marché intérieur et exporter ce coton investi d'un savoir local et de sens.

« Que pensez-vous des nouvelles initiatives telles que l'EITI qui demandent aux compagnies pétrolières de publier l'argent versé aux pays producteurs ?

Toute initiative qui permet de limiter les dégâts est la bienvenue. Mais l'exemple du pétrole tchadien est tout simplement ahurissant. Il va de soi qu'il appartient d'abord au peuple tchadien plus qu'à la multinationale Exxon qui gade 88% du revenu, qui en a cruellement besoin aujourd'hui et dans l'avenir.

La Banque Mondiale qui a profité du manque d'expérience de ses interlocuteurs tchadiens dans la définition des termes du contrat qui la lie au Tchad dans ce secteur ajoute à son discrédit en brandissant l'argument des générations futures quand elle a elle-même contribué à la destruction de nos économies et du tissu social.

La vraie question n'est-elle pas de savoir s'il appartient à une institution financière si puissante de s'engager dans un arrangement qui ne laisse que 12% au Tchad sous prétexte que cela représente beaucoup d'argent pour un petit pays qui le gèrera mal.

Le paludisme représente-t-il un frein à l'économie du Mali ?

C'est une véritable tragédie. Je connais beaucoup de personnes victimes du paludisme... le SIDA qui l'est tout autant masque le débat sur le paludisme. C'est important que le monde sache que le paludisme continue de tuer alors qu'on pourrait l'éradiquer. Mais en terme de recherche nous constatons que les industries pharmaceutiques préfèrent investir dans les produits de beauté qui constituent un marché immense. Tout est question d'argent et les victimes du paludisme ne sont pas solvables.